



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET
DES POLITIQUES
PUBLIQUES

PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DE
L'ECONOMIE ET
DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-DCPP-2011- 0448
du 14 DEC. 2011

**mettant en demeure le gérant de la SARL CARRIERES DE LA BELLE DAME de
réaménager et de mettre en sécurité la carrière sise sur le territoire de la commune de MOLAY**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement, notamment son article L 514.1,
- VU l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières et aux installations de 1^{er} traitement des matériaux de carrières notamment son article 5,
- VU l'arrêté préfectoral du 06 janvier 1975 autorisant la SARL CARRIERES DE LA BELLE DAME à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de MOLAY, notamment ses articles 4 et 6;
- VU l'arrêté préfectoral du 06 avril 1981 autorisant le renouvellement de cette autorisation, notamment son article 2,
- VU l'arrêté préfectoral du 17 novembre 1983 portant mutation de cette autorisation au profit de M.Marc GIRARDOT, notamment son article 2,
- VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1993 autorisant la société REDLAND GRANULATS EST à poursuivre l'exploitation de cette carrière, notamment son article 2,
- VU l'arrêté préfectoral du 10 mai 1999 portant mutation de cette autorisation au profit de la SARL CARRIERES DE LA BELLE DAME notamment son article 4,
- VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 2011 portant refus en l'état au gérant de la SARL CARRIERES DE LA BELLE DAME de l'autorisation d'exploiter une carrière sur le territoire de la commune de MOLAY,
- VU le rapport de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 17 novembre 2011 établi suite à la visite d'inspection du 27 octobre 2011 ;

CONSIDERANT que l'autorisation d'exploiter cette carrière est échue depuis le 6 juillet 2008,

CONSIDERANT que des garanties financières ne sont pas mises en place sur ce site depuis le 15 octobre 2009,

CONSIDERANT que la demande déposée en préfecture le 30 avril 2008 a fait l'objet d'un refus,

CONSIDERANT l'existence de fronts abrupts,

CONSIDERANT que le fond de fouille n'est pas horizontal,

CONSIDERANT la présence de déchets,

CONSIDERANT que toutes les bornes ne sont pas en place,

CONSIDERANT que cette carrière doit être mise en sécurité et réaménagée,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E :

Article 1^{er} : Le gérant de la SARL CARRIERES DE LA BELLE DAME est mis en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer, sur le site de la carrière autorisée sur le territoire de la commune de MOLAY:

- sous un délai d'un mois, aux dispositions de l'article R 512-39-1 à R 512-39-3 du code de l'environnement, en notifiant la cessation d'activité et adressant au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise , ainsi qu'un mémoire sur l'état du site accompagné des avis du maire et des propriétaires des terrains sur l'usage du site ;
- sous un délai d'un mois, aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières et aux installations de 1^{er} traitement des matériaux de carrières en bornant le périmètre autorisé,
- sous un délai de six mois, aux dispositions des articles 4 et 6 de l'arrêté préfectoral du 06 janvier 1975 relatives aux travaux de remise en état du site.

Article 2 : Faute pour le représentant de l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514.1 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet

Article 4 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Yonne, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le responsable de l'unité territoriale de l'Yonne de la DREAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à M. le gérant de la SARL Carrières de la Belle Dame, et dont une copie sera adressée à :

- M. le Sous-préfet d'Avallon,
- M. le Maire de MOLAY,
- M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- M. le Procureur près le Tribunal de grande instance d'Auxerre.

Auxerre, le 14 DEC. 2011

Pour le Préfet,
Le Sous-préfet,
Secrétaire général,



Patrick BOUCHARDON

